

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 19/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE**

855 rue René Descartes  
(siège social)  
13100 Aix-en-Provence

Références : 20230321\_RAP\_InspOCP2023\_CMSE\_Aime\_Georisques.odt  
Code AIOT : 0006101498

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE implanté Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 Aime-la-Plagne. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une action régionale "coup de poing" menée par le service d'inspection des installations de la DREAL et portant sur le thème des stockages de produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMSE (ex CMCA ex SOCAVI) - carrière VILLETTE
- Lieux-dits « Villette La Ravoire » et « Villette Les Crêtes » 73210 Aime-la-Plagne
- Code AIOT : 0006101498
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE (ex-CMCA), filiale de la société COLAS, exploite à Aime-la-Plagne une carrière à ciel ouvert de calcaire sous couvert d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 mars 2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Signalisation/Étiquetage des produits chimiques ;
- Disponibilité et mise à jour des Fiches de Données Sécurité (FDS) ;
- Contrôle de l'existence de dispositifs de rétention et justification de la conformité des volumes associés ;
- Suivi/Entretien de l'état des rétentions ;
- Gestion des eaux pluviales collectées dans les rétentions ;
- Maîtrise des règles d'incompatibilité de stockage entre produits (acide/base...).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite d'inspection mettent en évidence la bonne mise en oeuvre des mesures de gestion et de suivi des produits chimiques utilisés sur le site. Pour autant, la mise à jour des Fiches de Données de Sécurité n'est pas conforme aux attendus réglementaires en particulier en ce qui concerne leurs mises à jour. Le service d'inspection a donc formulé un certain nombre d'observations permettant de répondre précisément aux dispositions réglementaires applicables.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> Le contrôle visuel réalisé le jour de l'inspection sur les fûts et bidons stockés sur site n'a pas révélé d'absence d'étiquetage conforme au règlement CLP n°1272/2008. Certains stockages présentent un affichage « déporté » composé d'un ensemble de fiches qui précisent les pictogrammes CLP/SGH réglementaires s'appliquant à la substance ainsi que les consignes de prévention manipulation/stockage/EPI), d'intervention (incendie/inhalation/ingestion) et de protection de l'environnement (déversement accidentel...). D'autres sont étiquetés directement sur le bidon par l'intermédiaire d'une étiquette accrochée à la hanse de préemption.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> <u>Base réglementaire :</u> L'annexe II du règlement n°1907/2006 "REACH" a été modifié par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données sécurité (FDS). Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021 et prévoit que les FDS établies conformément au précédent règlement (UE) n° 2015/830 pouvaient continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022. Au jour de l'inspection, cette échéance est aujourd'hui dépassée.  En séance, l'exploitant a présenté un document informatique listant les "produits chimiques" disponibles pour le groupe CMSE et présents sur le site. Les FDS sont accessibles à l'ensemble du personnel de manière dématérialisée via ce "SharePoint" (réseau informatique interne à l'entreprise). Il permet d'accéder aux FDS et aux FDS simplifiées. L'examen de ce document a montré l'existence de fiches de données de sécurité (FDS) non

<p>conformes (au regard de l'exigence de mise à jour réglementaire précitée). L'exploitant indique avoir pourtant accès à une liste mise à jour par le groupe CMSE. L'exploitant a par ailleurs indiqué méconnaître cette échéance de mise en conformité documentaire (qui incombe cependant au fournisseur).</p> <p>Par ailleurs, le personnel reçoit périodiquement une formation/sensibilisation aux risques liés au stockage, à la manutention et à l'emploi des produits chimiques à l'occasion de "1/4 d'heures sécurité".</p> <p>Le responsable d'exploitation précise que, de manière générale, les manipulations de produits chimiques restent limités dans la mesure où l'entretien du parc d'engins est confié à un prestataire extérieur.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant s'assurera, auprès de l'ensemble de ses différents fournisseurs de produits chimiques, que les Fiches de Données de Sécurité à sa disposition, sont conformes aux nouvelles prescriptions du Règlement (UE) n° 2020/878 du 26 juin 2020 (applicable depuis le 01/01/2021) et que leur mise à jour est effective en application de l'article 31.9 du règlement REACH.</p> <p>Ces dispositions précisent que "Les fabricants, les importateurs, les distributeurs et les utilisateurs en aval doivent s'assurer que les fiches de données de sécurité de leurs produits chimiques sont conformes au règlement REACH (1907/2006 CE), afin de pouvoir mettre leurs produits sur le marché de l'UE".</p> <p>En effet, l'annexe II de REACH (règlement (UE) 2020/878) concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS) a été récemment modifiée. Les révisions introduites concernent notamment des nouvelles exigences relatives à l'annexe VIII de CLP avec la prise en compte de l'identifiant unique de formulation (UFI), quelques modifications issues de la 7ème révision du SGH (sections 9 et 14), et les nouvelles exigences relatives aux nanoformes (règlement 2018/1881).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions.
<p><b>Constats :</b> L'ensemble des stocks de produits chimiques liquides contrôlés lors de l'inspection de terrain étaient entreposés sur des bacs de rétention.</p> <p>Les hangars abritant les stockages de produits chimique sur rétention sont couverts et disposent par ailleurs d'une dalle béton.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs été capable de bien justifier, pour chacune des rétentions, de la réalisation et de la formalisation de calculs visant à s'assurer de la conformité règlementaire des volumes de rétention mis en œuvre (adéquation volume de rétention/volume de liquide stocké). Ces calculs sont mis à jour annuellement et affichés dans chacun des ateliers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p><b>Constats :</b> Les rétentions présentes sur site sont de type "bacs acier". Elles sont étanches aux produits qu'elle pourraient contenir et résistent à la pression statique du produit éventuellement répandu ainsi qu'à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis (au moins à moyen termes).</p> <p>Aucun dispositif d'obturation n'a été recensé sur les rétentions présentes sur site et aucune rétention n'est située à l'air libre (absence de problématique liée à la collecte d'eaux pluviales). De fait, aucune consigne relative à la gestion des eaux pluviales potentiellement captées dans les rétention n'a été formalisée par l'exploitant.</p> <p>Les rétentions contrôlées ne présentaient pas de signe de corrosion manifeste (bon état général extérieur).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a justifié de la disponibilité effective de kits anti-pollution sur ces zones.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention

<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
<b>Constats :</b> Le contrôle réalisé n'a pas relevé d'incompatibilité entre produits stockés sur une même rétention le jour de l'inspection. L'exploitant a connaissance des règles d'incompatibilité. Par ailleurs la cuve d'huiles usagées (double enveloppe) est équipée d'un détecteur de fuite opérationnel. Un test systématique est réalisé par l'exploitant à chaque contrôle.
<b>Observations :</b> Une "grille d'incompatibilité" pourra être utilement affichée à destination du personnel dans les hangars de stockage des produits en tant que de besoin. Il n'existe cependant pas de consigne spécifique à destination du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un tableau excel de suivi des produits chimiques présents sur le site. Ce tableau est mis à jour par les remontées journalières des agents en fin de service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet